

RETRO SOCIÉTÉ

2023

societe.union@sonapresse.com

Postes budgétaires : Santé, Communication et Éducation en premiers de cordée



Photo: DR

Séquence de remise des bons de caisse dans l'Éducation nationale.

Serge A. MOUSSADJI
Libreville/Gabon

EN quelques mois après sa prise de pouvoir en août dernier, le Comité pour la transition et la restauration des institutions a démontré que la Fonction publique pouvait encore renforcer son personnel. En effet, ce sont plus de 2 000 postes budgétaires que le CTRI a mis à la disposition des personnes en attente d'être recrutées dans la Santé, la Communication et

l'Éducation nationale. En novembre, ce sont 200 postes budgétaires disponibles pour les personnels de santé (soit 100 médecins, 50 infirmiers d'État et 50 sages-femmes) qui doivent servir en province, participant ainsi au renforcement de soins de santé sur le territoire national. Ces 200 nouveaux agents s'ajoutent aux 1 000 préalablement affectés à la Santé. Au début du mois de décembre, ce sont 500 postes budgétaires que le CTRI a accordés aux médias

publics. Une manière de répondre à la précarité sociale de bon nombre de professionnels de ce secteur. Auparavant en septembre passé, la mise à disposition de 1 000 postes budgétaires en faveur des enseignants du ministère de l'Éducation nationale, qui ne touchaient jusque-là que leur présalaire, a permis de mettre un terme à la cacophonie qui prévalait dans ce département. D'autant plus que certaines personnes ont vécu cette situation

pendant de nombreuses années. Mais pour beaucoup d'observateurs, ces nouveaux postes sont une bouffée d'oxygène pour ceux qui en ont bénéficié et une lueur d'espoir pour les agents qui attendent la prochaine vague. Il y a encore "les dossiers en attente de longue durée, à l'instar des 247 recrutements directs qui poireautent depuis 2016" et les "dossiers de nombreux ensei-

gnants ayant bénéficié de l'appel d'offres de 2015", fait remarquer par exemple le média en ligne GabonClic.info. Des personnels qui pourraient prochainement être pris en compte par le CTRI. Ce dernier ayant récemment indiqué qu'une opération de régularisation des situations administratives de 4 200 agents publics était en cours.

Enseignement supérieur : 13 milliards pour l'urgence et la réhabilitation



Photo: Scott Ngokila

Présence des étudiants dans l'enceinte de l'Université Omar Bongo.

I. I
Libreville/Gabon

CERTAINS travaux ont commencé. Cas de l'Université des sciences et techniques de Masuku (USTM) dont la rentrée académique est projetée pour le 8 janvier 2024. D'autres sont en phase de démarrage imminent (L'Union du 28/12/23). Les difficultés structurelles et organisationnelles des universités et grandes écoles gabonaises étaient telles qu'au lendemain de la rentrée académique 2023-2024, début novembre, le président de la Transition, Brice Clotaire Oligui Nguema, a consenti, le 15 novembre, au décaissement express d'une enveloppe de 13 milliards de francs pour faire face aux urgences et d'autres impératifs de démarrage. Si les enseignements ont commencé tant bien que mal dans la plupart de ces établissements

publics dès la deuxième semaine de novembre, ce n'était guère le cas pour la 2e grande université gabonaise, l'USTM. Et les choses semblent mieux se préciser en cette fin d'année avec l'annonce du début des travaux de réhabilitation dans ces établissements supérieurs. Il est essentiellement ici question d'augmenter la capacité d'accueil avec à la clé la construction de nouveaux blocs pédagogiques arrimés aux besoins du pays en termes de formation. Cela tant à Libreville (UOB, USS) qu'à Franceville (USTM). En tenant compte de cette situation d'exception et d'urgence, la répartition de cette enveloppe présidentielle consent 3 milliards de francs à chacune des trois grandes universités publiques : UOB, USTM et USS. Le restant des 4 milliards revenant aux grandes écoles. Vivement que ça démarre avec la nouvelle année !

Éducation : amélioration des capacités d'accueil pour les élèves

H.N.M
Libreville/Gabon

SI la gratuité des frais de scolarité et le rétablissement des bourses scolaires aux élèves du secondaire apparaissent comme les principales mesures fortes de l'année 2023 dans le secteur éducatif, celui-ci aura aussi été marqué par l'inauguration et la mise en service de nombreux établissements publics, visant à combler le déficit en salles de classe dans le pays. C'est le Programme d'investissements dans le secteur de l'éducation (PISE), en collaboration avec l'Agence française de développement (AFD), qui a permis la construction de l'école publique du PK 13 Bizango. Ce programme a ainsi contribué à



Photo: AN

L'un des établissements du PISE ayant contribué à l'augmentation de la capacité d'accueil de la population scolaire.

l'augmentation de l'offre scolaire dans cette zone périphérique très peuplée et permis de matérialiser la politique de l'offre scolaire de proximité que prône le ministère de l'Éducation. C'est au total une capacité d'accueil de 1 100 places qui s'est ajoutée dans cette zone.

Pour le Grand Libreville, qui héberge la plus grande population scolaire du pays, ce bilan serait incomplet si on n'y ajoutait pas la construction et l'inauguration de l'école publique d'Ondogo dont la capacité d'accueil a été portée à 750 places.